



អង្គជំនុំជម្រះវិសាមញ្ញក្នុងតុលាការកម្ពុជា
 Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia
 Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens

ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា
ជាតិ សាសនា ព្រះមហាក្សត្រ

Kingdom of Cambodia
 Nation Religion King
 Royaume du Cambodge
 Nation Religion Roi

3 mars 2015

DÉCLARATION DU CO-JUGE D’INSTRUCTION INTERNATIONAL CONCERNANT LE DOSSIER N° 003

Le 3 mars 2015, le co-juge d’instruction international a décidé de mettre en examen Meas Muth en son absence. Il lui est reproché d’avoir commis les crimes suivants : homicide, crime sanctionné par le Code pénal cambodgien de 1956 et crimes contre l’humanité de meurtre, extermination, réduction en esclavage, emprisonnement, persécution pour motifs politiques et ethniques et autres actes inhumains qui auraient été commis au centre de sécurité de Wat Enta Nhien, à Kampong Som, à Kratie, au centre de sécurité S-21 et à l’encontre des Vietnamiens, des Thaïlandais et d’autres étrangers, en mer et sur les îles sur lesquelles le Kampuchéa démocratique revendiquait la souveraineté ; et violations graves des Conventions de Genève de 1949 ayant pris la forme des crimes suivants : détention illégale de civils, fait de priver intentionnellement des prisonniers de guerre ou des civils de leur droit à un procès équitable, homicide intentionnel, déportations ou transferts illégaux, fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter gravement atteinte à l’intégrité physique et à la santé et torture, et qui auraient été commis à Kampong Som, à Kratie, au centre de sécurité S-21 et à l’encontre des Vietnamiens, des Thaïlandais et d’autres étrangers, en mer et sur les îles sur lesquelles le Kampuchéa démocratique revendiquait la souveraineté.

En application du Règlement intérieur des CETC, le fait d’avoir été mis en examen donne à Meas Muth le droit, par l’intermédiaire de son avocat, de consulter le dossier, de participer à l’instruction et donc d’accélérer le cours. L’instruction pourra ainsi se poursuivre en respectant pleinement les droits de toutes les parties et une ordonnance de clôture pourra être rendue dans un délai raisonnable.

Pour de plus amples informations, prière de contacter :

Lars Olsen
 Fonctionnaire chargé des communications
 juridiques
 Portable : +855 (0)12 488 023
 Poste fixe : +855 (0)23 861 669
 Courriel : olsenl@un.org

Neth Pheaktra
 Attaché de presse
 Portable : +855 (0)12 488 156
 Poste fixe : +855 (0)23 861 564
 Courriel : neth.pheaktra@eccc.gov.kh